

**Développement - Forum national  
pour une politique de  
développement renouvelée, session  
élargie du Conseil national du  
Développement et de la Solidarité  
internationale - Propos de M.  
Jean-Baptiste Lemoyne, secrétaire  
d'Etat auprès du ministre de  
l'Europe et des affaires étrangères  
(Paris, 22 février 2018)**

Monsieur le Premier Ministre,

Mesdames et Messieurs les Parlementaires que je vois nombreux ici, c'est un signe très intéressant de l'implication de l'Assemblée nationale comme du Sénat,

Monsieur le Directeur général de l'AFD,

Monsieur le Directeur général adjoint de la mondialisation,

Mesdames et Messieurs les Présidents, Directeurs, Responsables, Chefs de projets des ONG, du monde associatif,

Mesdames et Messieurs les Membres du CNDSI, je salue en particulier les membres étrangers qui ont fait quelques milliers de kilomètres pour être avec nous ce matin,

Mesdames et Messieurs,

Chers Partenaires,

Je suis heureux d'ouvrir cette journée un peu particulière ; il est en effet important que la grande famille du développement de la solidarité internationale puisse avoir l'occasion de se retrouver.

Nous avons énormément de défis à relever ensemble ; nous avons cette enceinte régulière qu'est le CNDSI que j'ai vraiment plaisir à réunir de façon régulière, et qui nous a permis de préparer un certain nombre d'échéances et en particulier celle du CICID du 8 février dernier. .

Ce CNDSI élargi qui vient en amont d'un agenda particulièrement dense et doit être un véritable Forum national pour une politique de développement renouvelée.

Cette journée sera l'occasion de mettre en lumière les compétences multiples des membres du CNDSI et des autres partenaires. Je pense qu'il est très important de croiser les regards d'acteurs différents qui ont néanmoins chevillée au corps une même ambition, qu'ils soient issus des ONG, des collectivités locales, du secteur privé.

Elle sera également l'occasion de préparer les prochaines échéances. Je pense à la mise en oeuvre des décisions du CICID d'abord, je pense également à l'élaboration d'une nouvelle loi sur le développement qui devra succéder en 2019 à la loi du 7 juillet 2014. Dans l'agenda, nous avons aussi la présidence française du G7 qui aura lieu l'an prochain et tout cela se prépare bien en amont.

Nous aurons donc à poursuivre le travail avec vous tout au long de l'année.

Aujourd'hui je voulais vous parler de trois points spécifiques que je retiens de la réunion de ce CICID auquel Rémy Rioux assistait et je crois qu'il pourra abonder en ce sens.

Jean-Yves Le Drian en tête, le ministère de l'Europe et des affaires étrangères s'est, beaucoup mobilisé en amont, et le terme est faible, pour obtenir un accroissement des moyens de mise en oeuvre. Vous le savez, le sujet de la trajectoire est un sujet majeur sur lequel je reviendrai dans un instant.

La deuxième chose, c'est que nous avons concentré nos actions sur des priorités thématiques et géographiques et troisièmement, nous souhaitons aussi une méthode qui soit renouvelée pour construire ensemble toutes ces actions dans la durée.

Revenons aux grands objectifs : la France inscrit sa politique de développement dans un cadre clairement multilatéral, parfois mis à mal on le sait, par un certain nombre d'acteurs de poids de la scène internationale, hélas. Mais très clairement, les ODD, l'accord de Paris et le cadre communautaire du consensus européen de développement constituent notre boussole. Nous nous inscrivons de façon proactive dans ce cadre, la France se doit donc d'être au rendez-vous. Nous ne voulons pas le faire seuls, nous le construirons avec vous.

À l'occasion de ce CICID nous avons tenu à traduire les engagements du Président de la République et à mettre fin à une érosion progressive des moyens dédiés au développement depuis 2010. Cette érosion s'était, par la force des choses, faite au détriment du canal bilatéral de l'aide et des dons, de la concentration vers des géographies prioritaires. La France se devait de renforcer son soutien à la solidarité internationale et de redessiner en profondeur le profil de son APD à l'horizon 2022, à la fois en termes quantitatif et qualitatif. Pour accompagner ces priorités, le chef de l'Etat souhaite que l'on atteigne les 0,55% de RNB consacrés à l'APD en 2022. La trajectoire graduelle est enfin connue, c'est je crois la première fois que l'on a cet

aspect pluriannuel mis sur la table en pourcentage, année par année et jusqu'en 2022.

Comment cette augmentation de moyens va-t-elle se traduire ? Nous avons acté un saut quantitatif de 1 milliard d'euros d'autorisation d'engagements dès 2019 qui permettra à l'AFD d'amorcer un grand nombre de projets bilatéraux dans les géographies prioritaires. L'idée est qu'il y ait une montée en puissance ambitieuse de la composante bilatérale de l'APD qui bénéficiera pour la mission budgétaire APD des deux tiers des moyens additionnels d'ici 2022. La raison est simple : comme je vous l'ai dit, depuis dix ans, nous avons vraiment une sorte de déformation de la structure-même de notre APD, les moyens bilatéraux ayant servi de variable d'ajustement de nos engagements multilatéraux.

Il s'agit donc véritablement de renverser cette tendance et de reprofiler notre APD d'ici 2022. Ceci se traduira par une part plus importante de dons et de bilatéral dans de nouvelles géographies et thématiques voulues par le président de la République. Dans les géographies prioritaires, il est clair que pour nous, il y a l'Afrique. Le président considère, et je crois que nous sommes un certain nombre à le suivre, qu'une partie du basculement du monde se jouera sur le continent africain où nous avons décidé de renouveler notre partenariat en profondeur. En se rendant au Burkina-Faso en novembre, au Ghana, en Côte d'Ivoire, et il y a une quinzaine de jours au Sénégal, il a clairement montré le souhait de mettre l'emphasis, l'accent sur la jeunesse, sur l'éducation, sur l'innovation, tout en soutenant par ailleurs l'effort collectif des pays de la région pour renforcer leur stabilité, à la fois au sein du G5 pour le volet sécurité et de l'alliance pour le Sahel au titre du développement des zones les plus vulnérables+.

Dans ce cadre, nous avons adopté une liste de 19 pays prioritaires, qui concentrera nos moyens. Cette liste n'est pas nouvelle en soi, mais je dirai qu'elle deviendra enfin prioritaire. Nous y avons ajouté la Gambie pour marquer notre soutien renouvelé à un pays qui a connu une période de transition politique, et heureusement, force est restée aux urnes et au choix du peuple. Il y a également le Libéria où il y a une alternance qui s'est faite dans de bonnes conditions. Le président du Libéria était hier en visite en France et l'élection du président Weah ouvre des perspectives intéressantes et nous invite à renforcer notre coopération bilatérale.

En matière de secteurs, cinq secteurs clefs ont été clairement identifiés, en écho aux priorités fixées par le président de la République. Il y a d'une part, la stabilité et la restauration de l'Etat en situation de fragilité, en se donnant vraiment les moyens de ce continuum entre sécurité et développement. Là aussi, cela se traduit de façon très concrète avec des moyens en faveur de l'urgence humanitaire qui seront nettement rehaussés à hauteur de 500 millions d'euros en 2022. Par ailleurs, il a été décidé de doubler la facilité sur les vulnérabilités et la réponse aux crises pour la porter à 200 millions d'euros.

Comme vous le savez, elle est mise en oeuvre par l'AFD dans une logique de prévention des crises. Cette facilité a également été étendue d'un point de vue géographique, puisqu'elle est déjà déployée dans le cadre de l'alliance Sahel, En RCA, autour du lac Tchad et sur les pourtours de la crise syrienne. Désormais, on pourra également l'utiliser sur la Libye qui concentre un grand nombre de défis en marge du Sahara.

La deuxième grande priorité, c'est l'égalité entre les femmes et les hommes qui est la grande

cause du quinquennat et qui fera l'objet d'une attention forte dans l'action internationale de la France, avec l'adoption cette année, de notre stratégie internationale pour l'égalité entre les femmes et les hommes.

Cela va de pair avec la troisième priorité qui est celle de l'éducation. En effet, en matière d'éducation, nous sommes très sensibles au fait que nous atteignons un certain nombre d'objectifs clefs en matière de scolarisation des jeunes filles,, et au-delà, vous l'avez vu, il y a eu à Dakar je crois, il y a une quinzaine de jours, un moment fort avec la reconstitution du partenariat mondial pour l'éducation. De la part de la France, il y a un effort multiplié par plus de dix. Il faut bien voir d'où nous venons : 17 millions d'euros sur le dernier triennium, et nous passons à 200 millions d'euros. C'est donc un effort considérable. Sur la même période, l'AFD elle-même, avec son million d'euros additionnel, interviendra en concentrant ses moyens sur le Sahel. Là aussi, cela permettra d'avoir un certain nombre d'actions en matière de scolarisation des jeunes filles, de qualité de l'éducation, de lutte contre la radicalisation, d'accès à la formation professionnelle et à l'emploi.

Quatrième priorité, nous l'avons tous en tête, le climat. Compte tenu de ce que l'on peut voir dans un certain nombre de pays, les réfugiés, ce n'est pas un néologisme, c'est quelque chose qui existe que chacun d'entre nous a hélas pu rencontrer. Nous voulons, au lendemain du "One Planet Summit", avoir des moyens conséquents. Je pense en particulier au relèvement de l'ambition sur l'adaptation au changement climatique à 1,5 milliard d'euros par an dès 2020, alors que nous avions une cible de 1 milliard d'euros auparavant, et à la réorientation des actions de l'AFD. Nous avons une AFD qui souhaite être cent pour cent compatible avec l'accord de Paris et avec des objectifs rehaussés en faveur de la biodiversité, Rémy Rioux pourra nous en parler.

Il y a aussi un secteur dans lequel la France est particulièrement exemplaire depuis l'engagement du Président Chirac, ce sont nos engagements dans le domaine de la santé. Nous maintiendrons une contribution significative au fonds mondial pour la lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme ainsi que nos engagements pour renforcer les systèmes de santé. Nous étions d'ailleurs réunis avec quelques-uns d'entre vous il y a quelques semaines pour faire une évaluation du fonctionnement de l'initiative 5% qui permet aux pays bénéficiaires de mieux utiliser ces fonds et de renforcer leurs systèmes de santé. Avec ces cinq priorités, je pense que la France pourra prendre toute sa part dans la réponse au défi du développement durable.

Vous vous dites peut-être en m'écoutant que je vous récite la messe, et que la messe est dite ! Mais je tiens à vous rassurer tout cela, nous le ferons, vous et nous, ensemble.

C'est pourquoi nous avons voulu que la journée, ce matin et cette après-midi dans les ateliers soit complètement interactive : l'idée est de rénover la méthode, de faire en sorte d'être toujours plus proche du terrain, toujours plus à l'écoute des besoins. De ce point de vue-là, je pense que nous devons être très partenarial et inclusif avec les chercheurs, les ONG, les associations, les entreprises, les syndicats, les acteurs du volontariat bien sûr pour avoir une aide publique au développement mieux évaluée, si besoin réorientée.

En vue de préparer la prochaine échéance législative, le toilettage de la loi 2014, avec un

certain nombre d'adaptations rendues nécessaires, dans cette perspective, le président de la République a décidé de confier à Hervé Berville une mission sur la modernisation de la politique partenariale et de développement pour, à la fois réfléchir à l'appropriation par nos concitoyens des enjeux de l'APD, et ce n'est pas un petit sujet, et de renforcer la mobilisation des acteurs privés au profit du développement. Pour ma part, je me réjouis également de tous les travaux conduits par les rapporteurs, c'est un grand motif de satisfaction que de voir le Parlement impliqué dans ces démarches et dans cette politique.

En termes de pilotage, la réunion du CICID sera plus régulière et par ailleurs, le conseil d'orientation stratégique de l'AFD se tiendra au moins une fois par an sous la présidence du ministre de l'Europe et des affaires étrangères. Au niveau du président de la République a été institué un conseil du développement qui pourra aussi se réunir sur une base ad hoc pour prendre les décisions stratégiques entre deux CICID. Vous constaterez donc qu'il y a vraiment un pilotage renforcé qui, je crois assurera une meilleure redevabilité de la politique de coopération.

À nous tous ensemble de nous organiser pour promouvoir un certain nombre d'orientations ou de réorientations au regard des leçons et des évaluations des actions de solidarité et des projets de développement que vous conduisez, soit seuls, soit en partenariat avec nous pour que nous puissions alimenter toutes ces instances de décision.

C'est la marque de fabrique aussi de cette équipe gouvernementale. Nous avons un peu laissé les étiquettes politiques de côté, vous l'aurez remarqué, ce que nous voulons, c'est être pragmatiques. Cela me rappelle mon conseil municipal dans l'Yonne, au moins, on va directement au résultat. C'est ici exactement la même ambition que nous avons : faire en sorte qu'il y ait cette réflexion qui vienne du terrain et qui remonte.

Je crois que le panel de cette matinée pourra utilement nous aider à construire cette ambition.

Je souhaite vous présenter ses intervenants : nous avons la grande chance d'accueillir Ibrahim Assane Mayaki qui est secrétaire exécutif du Nepad, ancien Premier ministre du Niger, Rémy Rioux directeur général de l'AFD, Philippe Jahshan, président de coordination sud et membre du CESE. À ce titre, il avait fait un rapport sur l'aide au développement et l'articulation avec les EED 2030, Luc Behaghel qui est économiste spécialiste des politiques de l'emploi, de l'éducation et du développement et Marit Van Sumeren, qui est membre de l'équipe d'évaluation par les pairs du CAD de l'OCDE. Eux aussi vont croiser leurs regards, s'appuyer sur leurs expertises pour que nous puissions avancer dans le débat. Ils sont des chevilles ouvrières de la maïeutique qui va prendre corps tout au long de la matinée.

Il est donc temps de leur laisser la parole, j'ai déjà été trop long mais je voulais vous remercier encore toutes et tous pour votre présence, et au-delà de cela, pour votre action.

Il se trouve qu'il y a une vingtaine d'années, je me suis engagé dans une action humanitaire dans un pays sous embargo, je peux donc mesurer quelles sont parfois les difficultés que nous rencontrons au niveau national pour parvenir à obtenir un certain nombre de moyens ou d'autorisations. Je sais que sur le terrain, c'est un combat de tous les instants pour parvenir à

déployer une action. Je ne suis donc pas insensible à ce que vous faites et j'en mesure à la fois le côté passionné et les contraintes que l'on peut rencontrer dans l'action au quotidien.

Aujourd'hui, vous l'aurez compris, ce n'est pas un point final, ce n'est pas juste la restitution du CICID, c'est vraiment un dialogue entre nous qui servira à alimenter toutes les instances que j'ai évoquées dans une logique qui doit également être celle de la redevabilité vis-à-vis des citoyens français.

Je vous remercie./.